



La Fédération Environnement Durable (FED) dénonce avec virulence la base du schéma décennal de RTE, remettant radicalement en question la pertinence des projections et le budget de 100 milliards d'euros qui en résulte. La présente consultation publique bafoue les procédures démocratiques et juridiques établies. Cette situation conduit la FED à porter un avis négatif sur ce budget.

Voici les points saillants :

1. La consultation publique de RTE ignore délibérément le calendrier démocratique et juridique de la programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE3), mettant en place des décisions majeures en amont, sans véritable débat parlementaire. La Stratégie française pour l'énergie et le climat (SFEC) n'a été qu'un simple projet de document soumis à une consultation écrite, contournant ainsi les processus démocratiques attendus.
2. L'anticipation de l'augmentation de la demande d'électricité repose sur des hypothèses non crédibles d'électrification des usages, sans considération des alternatives non-électriques. C'est ce qui a entraîné un budget de 100 milliards d'euros sans justification crédible.
3. LA FED accuse RTE de conflit d'intérêts flagrant en tant qu'expert-conseil du gouvernement et représentant du lobby électrique, remettant en question la légitimité de ses recommandations.
4. Le plan de RTE d'ajouter une centaine de GW d'ENR intermittentes d'ici 2035, notamment par le biais de l'éolien offshore, est critiqué pour ses coûts exorbitants et les risques de défaillance du réseau.
5. Les conséquences de cet investissement de 100 milliards d'euros n'ont pas été évaluées, ni en termes d'augmentation du prix de l'électricité pour les ménages, ni sur l'ensemble des industries françaises dont la compétitivité sera durement affectée.

[Tapez ici]

Fédération Environnement Durable
3 rue des eaux-Paris-75016
contact@environnementdurable.net

[Tapez ici]

Cette politique énergétique actuelle, qui favorise les énergies renouvelables intermittentes (éolien et solaire photovoltaïque au sol) au détriment du nucléaire, entraîne déjà des coûts exorbitants pour les consommateurs français et un transfert de richesse économique vers d'autres pays, ce qui constitue une spoliation inacceptable de notre outil économique. Les surcoûts du système imputables aux ENR intermittentes ne sont pas transparents et ne sont pas intégrés dans l'étude de la PPE3, témoignant d'un manque flagrant de sincérité et de transparence. La stratégie de flexibilité de RTE repose sur des hypothèses irréalistes et pourrait entraîner une dépendance accrue aux importations d'électricité carbonée, mettant ainsi en péril la souveraineté énergétique du pays.

6. Les raccordements électriques nécessaires aux milliers de sites éoliens et aux champs de panneaux photovoltaïques dispersés sur tout le territoire et sur son littoral imposeront une restructuration en profondeur des réseaux, source irresponsable de cet investissement de 100 milliards d'euros. Ce nouveau réseau gigantesque, parsemé de milliers de pylônes, de transformateurs, de batteries ajoutera ses effets à ceux de milliers d'éoliennes. Cet ensemble industriel restructuré et agrandi défigurera les paysages et les monuments historiques de France, biens communs de tous.

Il dévastera l'environnement et menacera la biodiversité de nos régions et de la mer littorale. Ses conséquences écologiques seront désastreuses, avec des habitats naturels détruits et des espèces protégées menacées.

Aucune étude globale n'a été faite concernant ses conséquences. C'est une faute grave.

7. En conclusion, la FED estime que le budget proposé par RTE est partial, irresponsable et désastreux pour l'ensemble du pays : hausse injustifiée des prix de l'électricité, fragilisation de la sûreté du système électrique, conséquences désastreuses pour l'environnement et la biodiversité.

[Tapez ici]

Fédération Environnement Durable
3 rue des eaux-Paris-75016
contact@environnementdurable.net

[Tapez ici]